

Islamisme, Islam radical, des termes à reconsidérer

Mis en ligne le vendredi 11 mars 2016

Le terme *Islamisme* est entré dans la langue française en même temps qu'*Islam* dont il est donné comme synonyme dans la *Bibliothèque orientale* de de Barthélemy d'Herbelot en 1697. C'était pour désigner la religion prêchée par Mohammed, jusque-là désignée par *mahomét(an)isme*, par symétrie avec *Christianisme* appliqué à la religion du Christ. Il traduisait aussi l'expression arabe *Bayt al-Islām*, qui fut expliqué, par parallèle avec *Chrétienté*, par les peuples ayant embrassé l'Islam et leurs pays. Après qu'au début du XX^e siècle se fut imposée la notion de civilisation, on se mit à désigner aussi par ce terme « la civilisation qui caractérise ces peuples ou pays ».

Mais cela faisait déjà quelque temps qu'était traduit, sous le vocable de *panislamisme*, l'idée de l'*ittihād islamiyya*, « unité Islamique », avancée par le réformiste Islamique Jamal al-Din al-Afghani et reprise comme un pur slogan par la Porte ottomane. Cela était ressenti comme un redoutable danger par les puissances impérialistes dominant le Monde Islamique, avant tout l'Angleterre, la France et la Russie, et le mot prenait donc une connotation péjorative et malfaisante. Elle fut renforcée par l'intérêt porté en Europe par l'activité des Frères musulmans égyptiens – *al-Ikhwān al-muslimiyyūn* –, quand leur irruption massive sur la scène publique correspondait à l'affaiblissement du nationalisme arabe avant d'être stimulée par la Révolution Islamique – *Enqelāb-e eslāmī* – qui portait au pouvoir l'imam Khomeiny en Iran. On se mit dès lors à distinguer *Islam* pour qualifier la religion, les sociétés où elle prévaut la civilisation qui les caractérise¹, et *Islamisme* pour désigner les mouvements considérés comme politico-religieux, c'est-à-dire mettant la lutte politique sous un drapeau religieux avec le couple corollaire *islamique / Islamiste*.

Partialité d'un lexique globalisant

On peut dire avec Maxime Rodinson que l'appellation « Islamisme », pour désigner « tous les mouvements qui pensent que l'application intégrale des dogmes et pratiques de l'Islam, y compris dans les domaines politique et social, mènerait la communauté musulmane, voire le monde entier, vers un État harmonieux, idéal, reflet de la première communauté musulmane idéalisée, celle de Médine entre 622 et 632 de l'ère chrétienne », n'est, à vrai dire « pas très bonne », car elle entraîne, pense-t-il « une confusion avec l'Islam ». Maxime Rodinson accepte pourtant, à défaut, car pour lui « aucune appellation ne correspond tout à fait à

¹ Les dictionnaires ont validés, à partir de la fin des années 1950 l'habitude d'écrire *Islam* avec une initiale majuscule quand il s'agit des « pays ou des peuples », ou la religion islamique est dominante, en laissant une initiale minuscule quand il s'agit de « la religion » elle-même, usage que nous préférons ne pas respecter dans ce DOSSIER, voir l'article « Islam avec ou sans majuscule ».

l'objet », l'expression d'« Islam radical » dont il pense qu'elle « n'est pas si mal »². Bruno Étienne avait consacré en 1987 un ouvrage traitant des questions des réactions contemporaines de la religion Islamique et des sociétés devant le choc de la modernité euro-nord-américaine, *L'Islamisme radical*³. Nous sommes dans le même univers lexical⁴.

En fait, aucun de ces termes ou expression n'est satisfaisant pour cette raison qu'il regroupe sous un même vocable des tendances contradictoires, voire adverses. Nous avons en effet d'un côté des organisations comme les Frères musulmans (*al-Ikhwān al-muslimiyyūn*) ou le Parti de la Lumière (*Hizb al-Nūr*) en Égypte, l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi* = « Parti de la Justice et du Développement ») en Turquie ou la Nahdha (*Harakat al-Nahdha* = « Parti de la Renaissance ») en Tunisie. Toutes ces organisations acceptent, à quelques petites inflexions près, les institutions en place. Est-il raisonnable en effet de regrouper dans une seule et même catégorie d'un côté les mouvements qui et, de l'autre côté, les mouvements subversifs armés qui, comme Al-Qaïda (*al-Qā'ida* = « la Base ») ou l'EI (*al-Dawlat al-Islamiyya* / « l'État Islamique ») proclamé califat en 2014, prônent le renversement des États du l'Archipel Islamique, aussi « Islamiques » qu'ils prétendent d'ailleurs être, comme ceux d'Arabie saoudite ou des Émirats arabes unis, pourtant stigmatisés comme *kuffār*, « mécréants », et *murtaddūn*, « apostats ».

C'est un peu comme si on jeté pêle-mêle sous le même vocable de *chrétiens* ou, pour faire le parallèle avec *Islamistes*, de *christianistes*, les mouvements politiques ou sociaux se revendiquant de la doctrine chrétienne : 1. de la CDU (Christlich Demokratische Union Deutschlands), de la DC (Democrazia Cristiana) en Italie, ou le PCD (Parti Chrétien-Démocrate) de Christine Boutin et les syndicats chrétiens comme la CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) en France ; 2. les mouvements inspirés de la théologie chrétienne de la Libération en Amérique latine⁵ ; 3. ou même la LRA (Lord's Resistance Army), créé en 1988 lors de la Guerre civile ougandaise, placée, tout comme al-Qaïda, sur la liste officielle des organisations considérées comme « terroristes » par le département d'État des États-Unis.

Le comble du quiproquo est atteint quand la presse étend la notion d'*Islamisme* et d'*Islam radical* à des tendances quiétistes, apolitiques comme le Tagligh – *Jamā'at al-Tablīgh*, « ou Association pour la prédication », qui prône un retour de style puriste et rigoriste à la vie menée au temps du Prophète, ou même les courant que l'on désigne comme « salafiste cheikhiste », qui épouse la doctrine de la *salafiyya* des cheikhs saoudiens, également quiétiste

² ACHCAR, Gilbert, « Maxime Rodinson : sur l'intégrisme Islamique », entretien paru dans *Mouvements* n° 36 (2004/6), disponible sur la toile.

³ ÉTIENNE, Bruno, *L'Islamisme radical*, Paris : Hachette, 1987.

⁴ On peut constater que, dans une démarche parallèle, on peut contester non seulement le terme d'*Islamisme*, mais aussi celui de *radicalisme*, voir DUARTE, Steven, « Islam, Islamisme, fondamentalisme... Qui nomme ? les journalistes, les chercheurs ou les acteurs ? », paru en deux partie dans *Les carnets de l'Ifpo*, le 27/12/2014 et le 08/07/2015 (en ligne).

⁵ À noter que cette notion a pu être adoptée à l'Islam avec BENZAADA, Mohamed Tahar, « Approche socio-historique des idéologies Islamiques de la libération », dans CETRI (Centre Tricontinental), *Théologies de la libération*, Louvain : Centre Tricontinental, et Paris : L'Harmattan, 2000. « La théologie de la libération », de plusieurs des personnages mentionnés dans cette étude, comme Jamal al-Din al-Afghani, Mohammed Abduh, Abdelhamid Ben Badis, Malek Bennabi, Ali Shariati Munir Chafiq, est aussi présentée par le même auteur sur le site *Oumma.com*.

et apolitique, voire loyaliste des gouvernements en place y compris en Europe. On peut être déconcerté par le rigorisme et le puritanisme fondamentalistes qui, comme pour toutes les religions, notamment le judaïsme, mène au communautarisme et à la culture d'enclave. Cela pose sur un certain plan des problèmes politiques. Mais étendre la notion de « radicalisation », qui se comprend du point de vue politique, à ces mouvements qui se cantonnent au terrain religieux n'est pas seulement une erreur grossière. C'est laisser penser à une continuité naturelle entre ces groupes apolitiques et les groupes dissidents armés, c'est les livrer à la détestation publique comme marchepied des groupes dénoncés comme « terroristes ».

Par parenthèse, il faut également récuser le terme de *terrorisme* comme qualification générale des groupes subversifs armés partis en guerre pour établir un ordre Islamique nouveau. Non qu'ils ne revendiquent pas la terreur comme moyen de combat, mais on ne peut caractériser une action politique par ses moyens mais par ses objectifs. Cette notion est purement polémique et propagandiste. Tous les rebelles et dissidents ont toujours été qualifiés de « terroristes ». Cela sert à diriger vers eux l'opprobre du public qui rejette de façon spontanée la violence meurtrière et dispense de chercher à comprendre les questions réelles qu'ils soulèvent. Cela sert aussi à cacher les fameux « assassinats ciblés » largement pratiqués par les États-Unis et Israël, peuvent à bon droit être qualifiés de « terroristes ». Mais on oublie volontiers que les services français y ont recours aujourd'hui comme hier, au temps béni de la répression contre les luttes d'émancipation coloniale, où ces actes n'étaient pas encore nommés par un calque de l'anglais *targeted killings* mais *opérations Homo*.

Fermons la parenthèse et revenons aux termes d'*Islamisme* et d'*Islam radical*. Pourquoi ce que l'on refuse de faire, à juste titre d'ailleurs, par souci d'éviter la confusion entre religion et politique, pour les mouvements politiques se réclamant du Christianisme, est-il non permis pour les mouvements politiques se réclamant de l'Islam ? C'est peut-être parce que l'on se dit, en suivant l'idée répandue plusieurs générations d'orientalistes et d'Islamologues, que l'Islam serait incapable de distinguer religion et politique : dans ces conditions, est-on enclin à penser, pourquoi se faire plus royaliste que le roi ? Le seul problème est que le rapport entre spirituel et temporel dans l'Islam est une notion complexe que ne veut le préjugé commun. Mais cela mérite d'être traité séparément⁶.

Faisons à présent un détour par l'histoire européenne. Transportons-nous à l'époque de la Renaissance, en un temps où la sécularisation de la société était toute relative par rapport à aujourd'hui. Tandis que Thomas Luther prônait un retour aux sources du christianisme, un retour à la *Bible* contre ce qui était stigmatisé comme les dévoiements de l'Église de Rome, une aile significative de la Réforme affirma, en la personne du pasteur Thomas Münzer, des positions religieuses plus intransigeantes, mais surtout socialement opposées, révolutionnaires, qui lui valurent les étiquettes de fanatisme et de rébellion. Et comme ce courant invoquait la Réforme comme étendard d'une révolte paysanne voulant instituer « le royaume de Dieu sur terre » et mettant en pratique, deux siècles et demi avant la Révolution française, le mot d'ordre « guerre aux châteaux, paix aux chaumières », Luther prêcha contre elle à la guerre des princes, appelant à l'extermination des paysans révoltés. Il est convenu que ce serait une erreur grave de réduire la guerre des paysans en Allemagne à une querelle théologique sans voir qu'il s'agit d'un mouvement social profond qui s'exprime en termes

⁶ Voir dès à présent dans ce DOSSIER l'article « Politique et religieux ».

religieux, ce qui ne va pas sans introduire de façon annexe des questions nées sur le terrain purement religieux.

Mutatis mutandis, les conquérants français voulurent voir dans la Résistance que l'Émir Abd el-Kader mena sous le drapeau du jihad, non pas la seule forme que pouvait prendre, dans les conditions sociales et culturelles de l'Algérie de l'époque, la « lutte nationale » algérienne – ce qui fut d'ailleurs reconnu par des Français⁷ –, mais la manifestation du fanatisme et de l'obscurantisme des Musulmans face aux prétendus bienfaits apportés par la civilisation européenne. Il en fut de même dans toutes les conquêtes dans l'aire Islamique où Français, Anglais et Russes s'opposèrent à des mouvements de résistance levant le drapeau du jihad.

Certes, tous les courants levant un drapeau religieux ne font progresser la justice entre les hommes. Loin s'en faut. Ils peuvent même aller dans le sens contraire à la convivance humaine, comme c'est le cas de groupes qui, comme l'EI et *al-Qaïda*, accusant le fossé entre hommes et femmes et poussent, et poussant l'exclusivisme et le sectarisme religieux jusqu'à l'intolérance absolue vis-à-vis des autres confessions Islamiques, comme le chiisme dans le cas d'EI, et les autres religions comme le christianisme, dans le cas d'EI au Machreq ou de Boko Haram en Afrique subsaharienne.

Mais même si ces courants ont aujourd'hui une importance qui focalise les regards, ils n'effacent la réalité historique de mouvements politiques qui ont levé dans l'histoire le drapeau de l'Islam et qui, vraisemblablement le lèveront encore demain.

Quelles luttes sociales derrière l'étendard religieux ?

Il est assez naturel de s'attendre que, dans une société profondément religieuse, les questions sociales et politiques puissent apparaître à travers dans un filtre religieux, que les poussées sociales et politiques puissent être formulées dans des questions qui cherchent leur légitimité dans des traditions théologico-juridiques ou en prennent le contrepied sur le même terrain.

Les États modernes, nés de luttes anticoloniales ou formés en rapport plus ou moins étroit de dépendance avec les Grandes puissances, étaient animés d'une idéologie politique présentant, dans le rapport à la religion islamique, une gamme extrêmement étendue de positions allant du réformisme au modernisme ou une alliance des deux en connivence plus ou moins étroite avec des institutions religieuses traditionnelles, ce qui n'empêchaient pas que les grandes masses de la population de continuer à entretenir un rapport multiséculaire à la religion. Or ces mouvements n'ont pu résister à la longue, et souvent malgré des intentions louables, aux poussées continues et insistantes de forces adverses. Sous les pressions conjuguées des grandes puissances impérialistes à l'extérieur, et de redoutables intérêts économiques, sociaux et même religieux à l'intérieur, ils n'ont pas su – il est assez difficile de leur faire ici la leçon –, avoir la patience de moderniser les pays au rythme permis par l'évolution nécessairement

⁷ On lit par exemple ces lignes : « La religion était le seul drapeau autour duquel la nationalité pût se rallier pour coordonner ses efforts : il est incontestable qu'elle a été pour eux un puissant stimulant pour affronter les dangers d'une lutte disproportionnée, pour supporter les maux de la guerre, la ruine, l'exil, la misère », chez URBAIN, Ismaïl, *De la tolérance dans l'Islamisme, De la tolérance dans l'Islamisme*, 1er avril 1856, Paris : impr. De Pillet fils aîné, 1856 ; tiré à part de la *Revue de Paris*, 1er avril 1856, 63-81. Notons que ce texte a été récemment réédité dans URBAIN, Ismaïl & RIZA Ahmed, *Tolérance de l'Islam*, Saint-Ouen : Centre Abaad, 1992.

lente des mœurs. Ils ont surtout fini par capituler, sous prétexte d'*infitāh*, littéralement d'« Ouverture », qui n'a jamais que été que l'exposition sans défense des sociétés vents du large, leurs peuples aux assauts économiques, politiques et culturels agressifs des Grandes puissances d'Europe (Russie comprise) et d'Amérique du Nord. Ils ont ainsi abandonné toutes les fonctions sociales que les États coloniaux avaient soustrait aux institutions islamiques traditionnelles, et que les nouveaux États avaient souvent développées au lendemain des Indépendances. Ils ont ainsi fait le lit de l'irruption de courants revivalistes/ traditionnalistes prônant un retour à des mœurs antiques supposées apporter protection aux populations. Et comme ils avaient cru pouvoir, à l'instar des administrations coloniales et contrairement aux habitudes séculaires les plus communes dans les pays se réclamant de l'Islam, soumettre la sphère religieuse à la sphère politique, il était naturel que la réaction à cette évolution mît au premier plan de la contestation des hommes levant le drapeau de la religion pour contester la politique de l'État ou pour le contrôler.

Ces quelques éléments ne sauraient fournir une analyse complète de la nature des mouvements qui ont pris le devant de la scène dans les pays arabes et plus généralement ceux qui se réclament de l'Islam depuis plus de trois décennies, et à plus forte raison rendre compte de leur diversité. Ils ne sont évoqués ici que dans un but précis : faire toucher du doigt qu'ils sont porteurs d'une somme considérable de revendications sociales, et le fait qu'en leur nombre comptent des revendications strictement religieuses a probablement favorisé le fait que le ressac du mouvement national fût accompagné d'une vague montante dont les hommes de religion ont pu prendre la tête et qui du moins a pu prendre une expression fortement religieuse.

« Quand le sage montre la lune, l'idiot montre le doigt », rappelle le proverbe chinois. C'est exactement ce qui se passe avec les expressions *Islamisme* ou *Islam radical* : elles pointent vers les questions religieuses au mépris des problèmes sociaux, politiques et culturels que ces mouvements expriment. Cela dit, il y a quand même une réelle différence, au Machreq, entre le *Jabhat al-Nusra*, Le Front de la Victoire féal d'al-Qaïda, la *Dawlat al-Islamiyya* (EI) et le Hezbollah libanais et le Hamas ou le Jihad Islamique palestiniens. Mais, en tout état de cause, quels que soient d'ailleurs, pour utiliser le langage de l'optique, l'anamorphose que le prisme religieux fait subir à ce problèmes, quelle que soit l'analyse que l'on puisse faire de ces mouvements dans ces conditions, qu'on les considère comme « progressistes » ou « réactionnaires », qu'on leur accorde bienveillance à quelque degré que ce soit, ou qu'au contraire on les méprise et les combatte sans restriction, les réduire à l'aspect religieux de leur contenu et, pire, à la forme religieuse de leur expression, quelle que soit d'ailleurs l'importance que prennent en leur sein les questions théologico-juridiques, est une erreur profonde. Et le fait même des mouvements puissent être conservateurs, voire réactionnaires, ne dispense d'ailleurs pas de chercher à comprendre, sous prétexte d'expression religieuse, l'ampleur et la profondeur des questions sociales et politiques qu'ils soulèvent et auxquels ils donnent des réponses que l'on jugera catastrophiques.

Il y a plus grave encore. Le discrédit qui s'attache, dans l'imaginaire européen, aux mouvements sociaux qui arborent un étendard religieux, doublé des préjugés sur l'Islam, largement charriés par les médias et de nombreux orientalistes et Islamologues, contribuent encore à rendre invisibles, sous ces vocables et expressions, une partie non négligeable des mouvements qui agitent les peuples musulmans. Il s'agit notamment des mouvements qui se réclament du réformisme, pourtant vivant mais largement sous-estimé, qui disparaissent des

radars médiatiques au profit du traditionalisme ou revivalisme et dont on crée une communication fluidité entre quiétisme apolitique et subversion armée des groupes comme al-Qaïda ou EI, on en arrive à dénier à la religion Islamique et aux sociétés qui s'en prévalent l'idée même de réforme possible.

Au terme de ces considérations, une conclusion. Il n'y a pas de solution miracle pour désigner les différents mouvements qui se réclament de l'Islam. Évitions toutefois de les regrouper sous des termes trop globalisants qui effacent leurs différences de nature en préférant des caractérisations plus précises qui mettent en valeur le contenu social et politique, pas seulement religieux de leurs revendications. Et essayons autant que possible de les individualiser et de préciser, lorsque nous les regroupons, le critère de ce regroupement. Tout cela n'est pas du tout facile, mais c'est nécessaire.